

## Édito :



Ce dessin résume la politique du gouvernement en matière de santé publique. La casse de l'hôpital public fait le lit des cliniques, des hospitaux privés, c'est à dire que la voie est libérée pour les dépassements d'honoraires, l'augmentation des restes à charges , la flambée des cotisations des mutuelles et assurances, l'accroissement des inégalités en santé et de l'accès aux soins. L'outil de la casse c'est la limitation de l'objectif des dépenses de l'assurance maladie ( ODAM) à 2,3% . **Ce que nous voulons**, avec de nombreuses autres organisations, pour garantir la proximité des hôpitaux avec urgences, SMUR, chirurgie et maternités, l'arrêt de toutes les suppressions de lits d'hospitalisation, **c'est un ONDAM à 5%**.

Pour convaincre nos concitoyen.nes , pour l'obtenir, organisons et participons aux mobilisations des 29 octobre et 14 novembre .

## Sommaire :

- **L'écho des comités : 2 à 4**
- **Autres infos locales : 5 à 6**
- **Dossiers : 7 à 8**
- **Culture et santé : 9**

# L'écho des comités :

## LES RENCONTRES DANS LA PRESSE

### Les rencontres

## SARLAT -

### Lettre d'information N°19



**Association du comité de défense de l'hôpital public et de la maternité de Sarlat**

**Lettre d'information n°19-2019**

Sarlat, le 24 octobre 2019

#### **Le trou de la Sécu, un mensonge bien orchestré**

Depuis des décennies, on nous fait croire que la Sécu est en déficit à cause de l'augmentation du coût des soins, de l'allongement de la vie : cette dette pèserait sur les générations futures.

#### **Qu'en est-il vraiment ?**

Pour alléger le prétendu coût du travail, les gouvernements successifs n'ont cessé d'exonérer et/ ou d'alléger les cotisations sociales, c'est-à-dire les ressources de la Sécurité sociale. Au départ, la loi prévoyait que l'Etat compense intégralement ces décisions (loi Veil du 25 07 1994, article L131-7 du code de la Sécurité sociale).

Or, aujourd'hui, l'Etat ne rembourse plus la totalité de ses exonérations : **c'est lui le responsable du TROU !** La commission des comptes de la Sécurité sociale évalue les pertes à 3.4 milliards sur un total de 5 milliards prévus en 2019.

La politique de bas salaires, le chômage, la précarité, les inégalités de salaire hommes/femmes, tout cela contribue aussi à amoindrir le budget de la Sécurité sociale.

On est loin de la culpabilisation des gilets jaunes, des personnes vulnérables, des coûts astronomiques de la santé de ceux qui, prétendument, profitent du système.

Pourquoi une telle campagne de désinformation et de dénigrement de notre système solidaire de protection sociale. ?

La philosophie du gouvernement actuel n'est plus basée sur la solidarité et l'entraide entre générations.

Elle passe d'une réponse collective à une réponse individuelle.

En conséquence, nous allons vers une privatisation de la santé tant au niveau des soins que du fonctionnement de l'hôpital public.

A titre d'exemple, le conseil départemental du Maine-et-Loire et l'agence régionale de santé (ARS) Pays-de-la-Loire ont lancé, en mars, un « appel à reprenneur » pour le centre hospitalier de Longué-Jumelles, il pourrait être repris par un groupe privé (*Le Monde* du 7 octobre 2019).

Nous condamnons fermement ces orientations qui signent, à plus ou moins long terme, un affaiblissement global de la Sécurité sociale au profit des assurances privées.

**Nous sommes déterminés à défendre les valeurs fondatrices de la Sécurité sociale :** « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ».

Partout dans le pays, des collectifs, des syndicats, des associations se mobiliseront pour interpeller les parlementaires afin qu'ils ne votent pas l'intolérable « projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2020 » (PLFSS).

**En Périgord, des rassemblements sont prévus**

**le 29 octobre et le 14 novembre 2019.**

Pour tout contact : [sauvons\\_hopital\\_sarlat@orange.fr](mailto:sauvons_hopital_sarlat@orange.fr)  
chemin de la Gendronnie, 24200 Sarlat  
Permanence tous les jeudis de 13 à 17h devant l'hôpital  
Tél. : 0781057814 ou 0685311979  
Site : [coordination-nationale-defense.org](http://coordination-nationale-defense.org)  
Ne pas jeter sur la voie publique, imprimé par nos soins

### La lettre d'information

## GRANVILLE - 50

### Procès gagné !

Le comité de Granville gagne son procès contre la direction de l'hôpital, mais le SMUR secondaire reste fermé!

### L'article

## SEDAN

50 personnes demandent au député Warsmann de ne pas voter le projet de financement de la Sécurité Sociale en l'état

### L'article



## CONCARNEAU

**29 octobre à 18H., rassemblement place Terre au Duc à Quimper  
pour exiger des moyens pour la santé  
rendez-vous à 17H.15 sur la parking de la gare de Concarneau  
pour un départ en covoiturage**

Mesdames et Messieurs les Députés, il faut des moyens pour notre santé

La grève des personnels des urgences et les autres mobilisations dans les hôpitaux et les EHPAD sont le témoin d'un système de santé qui va mal, avec une aggravation des difficultés pour accéder aux soins, avec des délais d'attente inadmissibles, avec la perte de la proximité, et des obstacles financiers, notamment avec les dépassements d'honoraires.

Notre territoire n'est pas épargné : recentrage des lignes de SMUR de Douarnenez et Concarneau sur Quimper la nuit, manque de médecins urgentistes et de certains spécialistes à l'hôpital, délais trop longs pour certains examens, EHPAD en difficulté, fermetures de structures de Psychiatrie...

Face à cette situation qui s'apparente de plus en plus à une crise sanitaire, les députés s'appêtent à voter le budget de la Sécurité Sociale avec une augmentation de 2,1% pour les hôpitaux alors que les besoins sont estimés à +5%.

Il est urgent de réclamer les moyens nécessaires pour une politique de santé qui réponde aux besoins de toutes et tous partout.

C'est pourquoi nous vous invitons à venir nombreux -ses le 29 octobre à 18H., Place Terre au Duc à Quimper.

Ce jour-là, les Députés voteront le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) qui doit être débattu ensuite au Sénat avant de repasser à l'Assemblée Nationale pour le vote définitif ; rappelons-leur que la santé est un droit inscrit dans le préambule de la Constitution.

Nous rendrons publics les votes des députés de nos circonscriptions

Lettre aux parlementaires

A Mesdames et Messieurs les député-e-s  
A Mesdames et Messieurs les Sénateur-trice-s

Madame, Monsieur,

Les réformes et lois multiples (dont la dernière en date est « Ma Santé 2022 ») de notre système de santé ont conduit l'Hôpital Public à la catastrophe d'aujourd'hui avec des milliers de lits fermés, nombre de services de proximité disparus, des populations qui n'ont plus de réponse sanitaire satisfaisante, des professionnels au bout du rouleau (les mouvements actuels dans le monde hospitalier en sont l'illustration) ... etc ...

Aujourd'hui, malgré la détresse des soignants et des populations qui s'exprime depuis des mois, le gouvernement présente aux parlementaires que vous êtes, un projet de loi de financement de la Sécurité Sociale avec un ONDAM général à 2,3% et un ONDAM hospitalier à 2,1% (plus faible que l'an dernier) exigeant de fait 4 milliards d'euros d'économies supplémentaires à faire. C'est une véritable provocation !

La France dépense 20% de moins que l'Allemagne par habitant pour la santé, elle est au 11e rang des pays de l'OCDE. Même la Cour des Comptes chiffre la croissance spontanée des dépenses hospitalières à 4,4%. Augmenter le budget de l'assurance maladie est légitime et nécessaire pour sortir de la crise sanitaire actuelle et répondre aux besoins de la population quels que soit l'âge, le lieu de vie ou le milieu social.

Il y a urgence :

- à arrêter toutes les fermetures programmées de services et de lits.
- à arrêter toutes les fermetures de structures ambulatoires et fusions de secteurs en psychiatrie.
- à ré-ouvrir des lits et des services déjà fermés, et ce tout particulièrement dans les hôpitaux de proximité.
- à créer des postes de personnels médicaux, paramédicaux et d'accompagnement dans les Hôpitaux et les EHPAD ainsi que la revalorisation de ces métiers.
- à créer des centres de santé publics.
- à financer un véritable plan de formation pluridisciplinaire.

Sur notre territoire aussi, comme partout en France, la population rencontre des difficultés d'accès aux soins et les professionnels travaillent dans des conditions inacceptables.

Pour tous ces motifs, il y a urgence à augmenter l'ONDAM du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale au minimum de 5% dès 2020.

Par la présente, lors des débats parlementaires, nous vous demandons de faire évoluer le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale présenté par le gouvernement pour qu'il intègre une augmentation minimum de 5% de l'ONDAM et de vous engager à voter contre si cette augmentation minimum n'est pas intégrée.

Veuillez croire, Madame, Monsieur, en l'expression de nos salutations les meilleures.

*Pour le collectif de travail de l'association  
Edith POT, porte parole de l'association*

# Autres infos locales :

## Rambouillet

### Opération choc des urgentistes de Rambouillet

Jeudi soir, une vingtaine d'entre eux a mené une opération choc pour alerter la population sur la situation des urgences. Comme d'autres services des urgences en France, les agents sont en grève à Rambouillet. Ils réclament à leur ministre de la santé, les moyens d'exercer leur métier.

### [L'article](#)

## SISTERON - 04

### Vidéos de la mobilisation du 14 Octobre 2019

### [Les vidéos](#)

### Vidéo de la mobilisation du 21 Octobre 2019

### [La vidéo](#)

## NANTES - 44

**mcrcn** mutualiste scolarité

Groupement Solimutuelles de France

vous invite à son  
**FORUM & DÉBAT**  
LE MARDI 19 NOVEMBRE  
à partir de 15h00  
à la Manufacture  
des Tabacs  
de Nantes

# Et si la Sécu disparaissait?

**COMMENT GARANTIR L'ACCÈS AUX SOINS ET À LA SANTÉ ?**

**DÉBATEZ & ÉCHANGEZ DE 17H À 19H30**  
avec la participation de :

**PHILIPPE ABECCASSIS,**  
Economiste, Maître de conférence à l'université Paris 13 et membre de l'association « Les Économistes Atterrés »

**FRÉDÉRIC PIERRU,**  
Sociologue, chargé de recherche au CNRS, au Centre d'Études et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CERAPS) à l'Université de Lille.

Débat animé par François Fillon, rédacteur en chef du magazine mutualiste Viva.

**À PARTIR DE 15H AU FORUM**  
Venez vous informer sur les réformes du « RAC O » et de la nouvelle « Couverture Santé Solidaire »  
Venez découvrir des acteurs engagés.

Entrée gratuite

Le mois de l'Économie Sociale Solidaire

mutuelles de France

MUTUALITÉ FRANÇAISE

cress  
Centre Régional de l'Économie Sociale et Solidaire des Pays de la Loire

### [Le tract](#)

Débat le 30 octobre avec Christophe Prudhomme



OUVERT A TOUS

# REUNION DEBAT

BUFFET FROID ET  
POT OFFERT

## « QUEL AVENIR POUR L'HÔPITAL PUBLIC ? »

A PARTIR DE 18H30

MERCREDI

# 30

OCTOBRE

LORIENT

CITE ALLENDE

RUE COLBERT  
SALLE AUDIOVISUELLE

Bâtiment B - Porte D - Rez-de-chaussée



Avec la présence de  
**Christophe Prudhomme**

Médecin urgentiste

Porte Parole de

L'ASSOCIATION

DES MEDECINS

URGENTISTE DE FRANCE

(AMUF)

### THEMES

- ➔ Impact de Loi "Ma santé 2022"
- ➔ Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2020
- ➔ La refondation des services des urgences
- ➔ L'évolution et la valorisation des métiers de la santé (IBODE, IADE, IDE, AS...)

UNION SYNDICALE DEPARTEMENTALE SANTE ACTION SOCIALE CGT DU MORBIHAN

Tel : 06.45.52.60.30 / usdsgt56@gmail.com

# Dossier :

## Complément d'enquête

**Les dessous de l'hôpital public révélé par les personnels soignants et médicaux**

[L'article](#)

**Fermeture des maternités : les questions et le point de vue du CIANE**

[L'article](#)

## Le privé dans l'action

Après [le service des urgences qui s'était mis en grève jeudi](#), la moitié du personnel de la clinique Croix du Sud (entre 46 % et 50 % de grévistes selon la direction) s'est arrêtée ce lundi 14 octobre. Des salariés ont manifesté leur colère dès le matin devant l'entrée de l'établissement à Quint-Fonsegrives, propriété du groupe Ramsay Générale de Santé depuis le rachat de Capiro en novembre 2018.

[L'article](#)

## CHU de Poitiers : le cri d'alarme du service bionettoyage

C'est une lettre anonyme qui a alerté la CGT du CHU de Poitiers : « *Merci à la direction d'avoir détruit ma famille parce que, oui, c'est à cause de ce que vous nous faites vivre depuis un an que les nerfs lâchent...* » Au sein du service bionettoyage, le malaise semble avoir atteint un point de non-retour dans les relations entre les salariés et leurs supérieurs. Le syndicat est allé il y a deux jours à la rencontre du maire Alain Claeys, président du conseil de surveillance du CHU, pour trouver une issue à une situation inquiétante.

[L'article](#)

## Le privé n'est pas social

Nous, personnels ou non du Centre Hospitalier de Longué, dénonçons le projet de privatisation de l'Hôpital de Longué.

Nous demandons à l'ARS et Conseil Départemental de Maine et Loire de maintenir le Centre Hospitalier dans le secteur Public qui est le garant de l'équité pour les patients et résidents du Longuéen et des autres territoires limitrophes.

[L'article](#)

## **17 500 lits de nuit fermés en six ans**

La suppression de lits à l'hôpital est depuis plusieurs mois au cœur des conflits qui agitent le monde de la santé. Trop de lits ont été supprimés, dénoncent certains; on manque de lits d'aval pour accueillir les patients des urgences, enchérissent d'autres. Qu'en est-il en réalité? La Direction des études et des statistiques du ministère de la Santé (Drees) a analysé les données en remontant jusqu'en 2013. La surprise n'est pas mince.

[L'article](#)

## **LA COLÈRE DES HOSPITALIERS EN CHANSON**

[L'article](#)

## **LE SNPHAR-E SE MET EN MOUVEMENT**

[L'article](#)

## **UNE FORME D'ACTION DES MÉDECINS DES HÔPITAUX : LA GRÈVE DU CODAGE DES ACTES**

[L'article](#)

# Culture et santé :

## Nicole Ferroni et la proximité

<https://www.facebook.com/franceinter/videos/448651715762052/>

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>